

INTERVENTION DE MME ALICIA BARCENA

Secrétaire exécutive de la CEPALC
à la cérémonie inaugurale de la trente-troisième session de la CEPALC
Brasilia, 30 mai 2010

M. Pedro Carneiro de Mendoza, Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et technologiques du Ministère des relations extérieures du Brésil

Mesdames et Messieurs Chefs des délégations des États membres de la CEPALC,

M. Enrique Iglesias, Secrétaire général du Secrétariat général ibéro-américain

M. José Miguel Insulza, Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA)

M. Heraldo Muñoz, Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Mesdames et Messieurs les représentants des organismes internationaux,

Mesdames et messieurs les représentants des organisations non gouvernementales

Autorités nationales,

Membres du corps diplomatique

Chers Gert Rosenthal, Jose Antonio Ocampo et Jose Luis Machinea, anciens secrétaires exécutifs de la CEPALC qui, comme le veut une tradition qui nous réjouit tous, sont à nos côtés durant cette session, en compagnie -naturellement- d'Enrique Iglesias.

Cher Antonio Prado, Secrétaire exécutif adjoint et chers collègues de la CEPALC

Chers amis et amies,

Je souhaite commencer cette intervention en remerciant profondément le Brésil. Merci du soutien apporté à la réalisation de cette réunion qui est la plus importante du cycle biennal des activités de la CEPALC. Nous nous réunissons aujourd'hui dans cette ville splendide, née du génie Lucio Costa et Oscar Niemeyer, mais aussi et surtout de la volonté politique de Juscelino Kubitschek. Une ville qui vient de célébrer son cinquantenaire et qui, pour beaucoup d'entre nous, est une métaphore parfaite qui symbolise la capacité humaine de se fixer des objectifs ambitieux, de les réaliser et, en particulier, d'aller de l'avant en y édifiant de nouvelles structures.

Je voudrais remercier toutes les délégations qui sont ici présentes; votre participation est, pour nous, fondamentale. Vous êtes les mandants de notre action et cette réunion est l'instance propice pour faire savoir au Secrétariat ce que vous attendez de lui.

Comme vous le savez sans doute, la session est la Conférence intergouvernementale la plus décisive en termes d'orientation des travaux de la Commission. Elle est l'occasion, pour nos États Membres, de s'informer des activités menées par la CEPALC au cours des deux dernières années et de définir, en approuvant le programme de travail et le calendrier de conférences, les mandats qui devront guider l'action future de la Commission. C'est également dans le cadre de cette session que siège, comme à l'habitude, le Comité de coopération Sud-Sud.

Chers amis et amies,

L'année 2008 a marqué, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le terme d'une période de d'expansion ininterrompue, sans précédent dans les 40 dernières années, durant laquelle les pays ont non seulement connu une croissance économique constante et enregistré un recul des indices de pauvreté, mais ont aussi amélioré certains aspects essentiels de leur gestion macro-économique et atténué leur vulnérabilité extérieure.

Durant le premier semestre de 2008, nous avons été frappés par la flambée des cours mondiaux de l'énergie et des produits alimentaires qui a compromis certains des progrès accomplis au cours des dernières années, par exemple sur le plan de l'amélioration des termes de l'échange dans différents pays et a eu de graves répercussions sur les secteurs les plus pauvres de la région.

Un phénomène plus grave encore a été la propagation rapide dans le monde entier de la débâcle du secteur financier dans les pays développés qui, par les voies de l'économie réelle, a provoqué la pire crise économique internationale depuis plus d'un demi-siècle, crise qui a eu de graves retombées en Amérique latine et aux Caraïbes. Même si beaucoup de pays de la région se trouvaient sur un meilleur pied pour faire face aux effets pervers de la grave crise économique grâce à l'application, dans les années antérieures, de solides mesures de politique qui se sont traduites par une augmentation des réserves de devises, des excédents budgétaires et une réduction de la dette, il n'ont pas été épargnés par les chocs extérieurs ni par les effets de contagion canalisés par la brusque réduction des courants commerciaux d'investissement et la dégradation accélérée des conditions de financement sur les marchés internationaux.

Ainsi, la région a enregistré une croissance négative en 2009, les coûts les plus élevés ayant été payés par le Mexique et l'Amérique centrale en raison de leur interdépendance et des rapports étroits de leur commerce avec l'économie des États-Unis d'Amérique. Les effets de la crise se sont également fait sentir au niveau des indicateurs sociaux; en effet, le nombre de pauvres a augmenté de 9 millions de personnes en 2009 dans un contexte de précarisation des conditions de l'emploi et d'accroissement de l'informalité, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables comme les pauvres, les femmes et les jeunes. Vers la fin 2009, plusieurs indices de relance ont suscité l'espoir d'une reprise de la croissance économique en 2010 mais les conditions persistantes de vulnérabilité de l'économie mondiale qui viennent de se manifester récemment en Europe constituent une nouvelle sonnette d'alarme. Tout comme lors de crises antérieures, il est probable que la récupération des secteurs sociaux soit plus lente que celle des secteurs économiques, ce qui implique qu'il va falloir redoubler d'efforts pour revenir aux niveaux de pauvreté enregistrés avant la crise.

Dans cette conjoncture, la CEPALC a réagi promptement en soulignant l'importance de mettre en œuvre des mesures anticycliques susceptibles d'atténuer l'impact de la crise, de garantir les sources d'emplois et, surtout, de redéfinir au plus vite le rôle de l'État de façon à ce qu'il puisse s'ajuster à la nouvelle donne qui va probablement surgir dans l'après-crise.

Ces idées et propositions de politique ont été cristallisées dans plusieurs études et publications, parmi lesquelles je voudrais souligner le document intitulé *La reacción de los gobiernos de las Américas frente a la crisis internacional: una presentación sintética de las medidas de política anunciadas hasta el 31 de diciembre de 2009* qui a été régulièrement actualisé et qui est très prisé par de nombreux agents régionaux et extrarégionaux.

Cette action urgente qui nous a été imposée par la crise n'a toutefois pas détourné notre attention d'autres thèmes tels que le financement du développement (suivi du Consensus de Monterrey), la crise alimentaire et énergétique, l'économie du savoir, la cohésion sociale, l'intégration et le développement et le changement climatique. De même, une partie importante de nos efforts est consacrée au soutien à l'élaboration et à la formulation de politiques publiques sectorielles et au débat qu'elles suscitent au moyen de plusieurs publications emblématiques telles que le *Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe*, le *Panorama social de América Latina*, l'*Estudio económico de América Latina y el Caribe*, le *Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe* et l'*Inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe*, et de l'organisation de rencontres, d'ateliers, de séminaires et de réunions d'experts ainsi que de notre participation et appui à plusieurs conférences régionales telles que le sommet des Amériques, d'Unasur et les deux sommets de l'Amérique latine et des Caraïbes tenus à Bahia et Cancun.

Je voudrais finalement souligner le rôle de chef de file que nous jouons dans la coordination des travaux des fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies présents dans la région, par le biais d'une série d'activités telles que la réunion du Mécanisme de coordination régionale organisée en 2008 pour renforcer la cohésion et la synergie de l'action des travaux de l'organisation, où ont été présentées les publications *Objetivos de Desarrollo del Milenio. La progresión hacia el derecho a la salud en América Latina y el Caribe* et *Objetivos de Desarrollo del Milenio: avances en la sostenibilidad ambiental del desarrollo en América Latina y el Caribe*, ainsi que dans l'analyse des effets de la crise financière dans la région.

Mesdames et Messieurs les délégué(e)s,

La crise a mis en évidence les déficits structurels qui continuent d'entraver le développement des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes et a suscité des doutes quant à la capacité de la région d'affronter les problèmes les plus urgents et les nouvelles réalités de l'agenda du développement durable à long terme.

La capacité de nos pays à faire face au nouveau scénario international nous préoccupe. Ce nouveau scénario sera très probablement caractérisé par une croissance plus lente de l'économie mondiale et des indices plus faibles de développement économique dans les pays en développement, par une réduction des échanges commerciaux à l'échelle mondiale en raison de l'émergence de nouveaux obstacles au commerce, d'un accès plus limité et plus sélectif à des marchés financiers internationaux plus apathiques, ainsi que de nouvelles dynamiques du marché de l'emploi, scénario qui pourrait être caractérisé par une reprise sans grande récupération de l'emploi.

Par ailleurs, nos pays se sont montrés peu à même d'atténuer les effets néfastes de la conjoncture économique moyennant l'application de politiques anticycliques ou un accès plus large au financement sur les marchés financiers nationaux et internationaux, ce qui révèle la faiblesse de leurs structures. En termes de compétitivité, les décalages en matière d'innovation et de productivité restent une pierre d'achoppement importante pour mener avec succès des stratégies de croissance économique dans un contexte d'égalité. Étant donné le caractère modeste des changements structurels, la faible diversification de la production et le développement timide du secteur technologique et des secteurs à plus forte intensité de connaissances, la région court le risque de rester constamment à la traîne du reste du monde et de voir se creuser les écarts de productivité avec d'autres régions.

Il faut donc s'efforcer d'accroître la compétitivité dans des domaines aussi importants que l'infrastructure, la logistique et la facilitation du commerce, réduire les asymétries entre les secteurs productifs et tirer parti des nouvelles opportunités des chaînes de valeur mondiales ou promouvoir l'établissement de relations commerciales et d'investissement plus étroites avec de nouveaux partenaires, par exemple avec la région de l'Asie et du Pacifique. La création d'emplois de qualité doit être accompagnée de politiques sociales qui améliorent l'accès à l'éducation et aux services sociaux ainsi que leur qualité afin de réduire les inégalités, promouvoir le développement humain, accroître la productivité et apporter une réponse catégorique aux différents besoins sociaux et économiques tout en renforçant l'égalité et la cohésion ainsi que le respect des droits humains.

D'autres problèmes structurels persistants tels que la pauvreté et sa transmission entre les générations, l'inégalité des revenus, le caractère régressif des systèmes fiscaux, les effets du changement démographique accéléré et l'insécurité des citoyens, pour n'en mentionner que quelques-uns, exercent des pressions additionnelles sur les dépenses publiques sociales, les réformes sociales et l'élaboration d'un agenda de développement qui soit partagé par tous les acteurs de la société. Les défis les plus récents à l'échelle mondiale, comme le changement climatique et la réduction des émissions de carbone, nous obligent à formuler et à appliquer au plus vite de nouvelles stratégies propres à favoriser l'adaptation, l'atténuation et la réduction du risque et à accroître l'efficacité énergétique tout en encourageant l'utilisation à grande échelle d'énergies renouvelables.

Il faut également redoubler d'efforts de collaboration et d'intégration entre les pays de la région pour affronter les défis communs à l'échelle mondiale mais d'une perspective régionale et dans un cadre multilatéral. La mise au point et l'application de stratégies de développement dans le contexte postérieur à la crise passe par une approche tout à fait nouvelle de la gouvernance et du développement à long terme, par des pratiques renouvelées en termes de gestion publique et par de nouvelles modalités de collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

Nous devons analyser en profondeur le rôle des institutions et la régulation des marchés, et aussi redéfinir le rôle de l'État de façon à engendrer les conditions propices à une nouvelle voie de développement durable et égalitaire dans la région.

Vous aurez l'occasion, dans la réunion qui va suivre, d'examiner le programme de travail que nous prévoyons de mener à bien, avec votre soutien, durant la prochaine période biennale.

Chers amis et amies,

Le postulat que nous posons ici au Brésil est d'agir animés d'une "ambition prudente". Nous pensons que nous sommes aujourd'hui, et de façon indéniable, à "l'heure de l'égalité". L'heure est venue de regarder en face nos points forts et nos faiblesses et, sur la base de l'expérience accumulée tout au long de décennies glorieuses, de décennies perdues ou d'années d'apprentissage douloureux, de prendre résolument la décision de combler des écarts centenaires et de prendre de nouveaux chemins qui permettent à nos citoyens non seulement d'avoir droit à un avenir meilleur mais aussi de jouir enfin d'un présent meilleur.

Pourquoi souscrire aujourd'hui, au point actuel d'inflexion historique, à la valeur de l'égalité?

Plusieurs réponses peuvent être apportées à cette question, certaines sont liées aux origines mêmes de nos nations alors que d'autres se projettent vers de futures générations.

En effet, l'inégalité est l'empreinte de cinq siècles de discrimination raciale, ethnique et sexiste, d'une société où existent des citoyens de première et deuxième catégorie et où sévit la pire distribution du revenu au monde. Au cours des dernières décennies, elle ressurgit avec plus de force encore, alimentée par une hétérogénéité exacerbée en termes d'opportunités productives de la société, une précarisation du monde du travail et une segmentation dans l'accès à la protection sociale; on la retrouve aussi dans les asymétries de nos sociétés face à la mondialisation.

Toutefois, plus notre région est touchée par l'inégalité, plus intense est son désir d'égalité, en particulier lorsque le fil de l'histoire se rompt, lorsque le monde entre en crise et que l'avenir réclame un point d'inflexion. C'est pourquoi, la crise mondiale déclenchée en 2008 est un moment propice pour que l'égalité ressurgisse comme valeur intrinsèque du développement auquel nous souhaitons parvenir. Une société qui veut résorber les écarts évolue de la sphère individuelle à la sphère collective pour chercher à guérir les blessures de l'inégalité en recomposant le tissu de la cohésion sociale.

L'agenda que nous sommes venus proposer à nos gouvernements pour parvenir à l'égalité repose sur les piliers suivants:

L'égalité de droits, qui assure le cadre normatif et la base de pactes sociaux susceptibles d'engendrer de nouvelles opportunités pour les plus démunis d'entre nous.

Un pacte fiscal, qui permette de mettre en place une structure et d'une charge fiscales aux effets plus redistributifs, et de renforcer le rôle de l'État et la politique publique pour que ceux-ci garantissent des seuils de bien-être dans le cadre de cet agenda de l'égalité, de même que des institutions du travail qui veillent à la sécurité de l'emploi.

Un ordre démocratique dans lequel l'orientation du développement reflète la volonté de la majorité et permette la concurrence entre tous les acteurs relève également de la valeur de l'égalité. Un autre pilier de cet agenda est constitué par un ensemble de politiques économiques appliquées dans une perspective à long terme dans les domaines de la production, du travail, du territoire et social qui tendent à garantir non seulement l'égalité des chances mais aussi la réduction des écarts en matière de résultats effectifs.

L'égalité sociale et le dynamisme économique ne sont pas incompatibles: l'enjeu majeur consiste à trouver les synergies entre ces deux aspects. Tel est précisément l'objectif de notre proposition: la croissance est nécessaire pour parvenir à l'égalité, au même titre que l'égalité est nécessaire à la croissance. A l'horizon stratégique du long terme, l'égalité, la croissance économique et la pérennité de l'environnement sont nécessairement indissociables.

C'est pourquoi nous proposons de promouvoir une croissance fondée sur moins d'hétérogénéité structurelle et plus de développement productif, et de parvenir à l'égalité sur la base du renforcement des capacités humaines et de la mobilisation des énergies à partir de l'État. Nous proposons de corriger les profondes disparités spatiales à l'aide de sociétés plus intégrées et axées sur des dynamiques productives déterminées et des synergies sociales et territoriales positives. Nous proposons de renforcer la protection des personnes en améliorant le marché de l'emploi, de même que la gestion et les transferts publics.

Finalement, nous ne pouvons ignorer, en abordant la valeur de l'égalité et la façon dont elle se conjugue avec la croissance, l'existence du changement climatique, facteur qui va profondément marquer notre avenir à tous. A cet égard, l'égalité implique une solidarité avec les générations futures qui vivront dans un environnement plus instable et plus pauvre en ressources naturelles. Elle implique également de promouvoir la conclusion d'accords internationaux afin d'atténuer les effets du changement climatique de façon à faire respecter le principe des responsabilités communes mais différenciées et à éviter que les pauvres et les pays pauvres finissent par assumer les coûts les plus élevés de ce changement. L'égalité implique également de penser à un paradigme du développement fondé sur un rapport plus humanisé entre tous et une relation plus aimable avec la nature.

Sur le plan politique, l'État joue un rôle de premier plan auquel il ne peut renoncer. Il s'agit de veiller à ce qu'il y ait plus de démocratie et plus d'égalité qui sont les deux faces d'une même monnaie, la politique. En ce qui concerne la démocratie, l'État doit s'efforcer d'améliorer la qualité de la politique dans sa façon de procéder, proposer des agendas stratégiques qui soient le reflet de la délibération d'un vaste éventail d'acteurs et veiller à que la volonté populaire se traduise par des pactes qui soient une source de légitimité politique et garantissent l'application de politiques à moyen et à long terme. En matière d'égalité, l'État doit se soucier d'accroître la participation des secteurs exclus et vulnérables aux fruits de la croissance. Le rapport entre la politique et l'égalité sociale passe par le plein exercice des droits et l'expression de la voix des citoyens.

Il est impérieux d'appliquer des politiques publiques qui contribuent au dynamisme de la croissance, à l'augmentation de la productivité, à l'optimisation de l'articulation territoriale, à l'amélioration des conditions de travail et des institutions du travail ainsi qu'à la fourniture de biens publics et d'une protection sociale résolument universelle et redistributive.

Tels sont les chantiers, complexes et titanesques, qui sont au cœur de notre proposition. Pour en venir à bout, il va falloir travailler d'arrache-pied sur le plan technique, construire des pactes sociaux et obtenir le financement nécessaire au développement. Ceci implique un triple défi: insuffler aux économies de la région le dynamisme nécessaire au développement, confronter la crise et son inflexion historique à l'aide de nouveaux instruments de politique et s'acquitter de la dette séculaire de la région en matière d'inégalité et d'exclusion sociale. Pour ce faire, la tâche la plus urgente est de réformer le système fiscal et des transferts afin d'accroître la capacité budgétaire et faire de la solidarité sociale l'axe de la vie collective.

Chers délégué(e)s,

Comme l'a dit Celso Furtado dans sa *Fantaisie organisée*, il y a des moments dans l'histoire où les sociétés doivent être capables de prendre conscience des options qui sont devant elles, tout en sachant que le destin dépend également de ces options.

Chers amis et amies,

Si la ville de Brasilia est la métaphore de politiques publiques résolues et d'une ambition réaliste, et si nous sommes convaincus de nous trouver, sans équivoque, à l'heure de l'égalité, nous n'avons d'autre destin que de devenir les “*novos candangos da igualdade*” *e com isso cumprir nosso mandato e contribuir para una America Latina e Caribe com um presente e futuro melhor para todos*”

Je vous remercie.